RENÉ LEMARCHAND

Quelles indépendances ?

A cette question le sottisier de certains titres récemment parus nous donne une réponse sans équivoque : « étranglée », « désenchantée », « déboussolée », « opprimée », « trahie » (1), à la lumière de pareil martyrologe l'Afrique nous apparaît le plus souvent comme un continent à bout de souffle, victime des effets doublement pervers d'une « privilégiation » autochtone insensible aux besoins des masses paysannes et d'un néo-colonialisme impénitent. Sans doute ce jugement contient-il une large part de vérité : presque toujours dérisoires dans leurs résultats économiques, illusoire sur le plan des promesses d'autonomie politique qu'elles suscitèrent, les indépendances africaines se sont soldées par de multiples échecs. Encore faut-il éviter de généraliser à partir de certains cas d'espèce, ou de schématiser sur la foi d'idées reçues (de droite ou de gauche). Pour certains ces échecs étaient inscrits dès le départ dans l'incapacité — congénitale ou sociologique — des Africains à se gouverner eux-mêmes, pour d'autres ils sont la conséquence inéluctable de déterminismes structurels profondément ancrés dans les économies capitalistes du monde occidental. Prématurées ou confisquées, ces indépendances en trompe-l'œil ne trompent désormais ni la droite ni la gauche, chacune disposant de ses propres schémas explicatifs.

Quelles indépendances ? La question en soulève une autre, plus

(1) Ces « titres-choc » n'ôtent cependant rien à l'intérêt que peut susciter la lecture de certains de ces ouvrages. Trois méritent de retenir l'attention : René DUMONT et Marie-France MOTTIN, *L'Afrique étranglée*, Ed. du Seuil, 1982 ; G. GOSSELIN, *L'Afrique désenchantée*, Ed. Anthropos, 1978 ; Jean-Claude POMONTI, *L'Afrique trahie*, Hachette, 1979.

fondamentale : quels Etats ? La plus pernicieuse des illusions sociologiques est celle qui tend à réduire la pluralité des systèmes politiques africains au cadre monovalent de l' « Etat sous-développé » sans se soucier des multiples facteurs — institutionnels, idéologiques, économiques, géographiques — qui les différencient et les apparentent dans leurs mérites ou leurs méfaits. Quoi de commun, en effet, entre la Guinée marxiste et outrancièrement répressive, et la Côte-d'Ivoire libérale, entre l'Etat encore très théorique du Tchad ou de la République centrafricaine et l'appareil centralisateur du Mozambique et de l'Angola, entre le leadership ubuesque et sanglant d'un Idi Amin ou d'un Macias Nguema, et la sagesse éclairée d'un Senghor ou d'un Houphouët ?

Si la notion réductrice de l' « Etat sous-développé » ne tient guère compte des caractéristiques propres à chaque Etat, il en résulte une tendance non moins fâcheuse à uniformiser leurs performances, et plus précisément leur manque de capacité à promouvoir les multiples articulations entre le politique et l'économique que postule tout processus de développement autocentré. Ce thème de la « capacité » (ou de l'incapacité) de l'Etat sous-développé s'accommode aussi bien de l'optique marxiste que fonctionnaliste : dans un cas on attribue la faillite de l'Etat aux contraintes exercées par les économies capitalistes du centre sur les structures de la périphérie (et ceci grâce à la convergence des intérêts de classe entre bourgeoisies africaines et occidentales), dans l'autre c'est la perdurance de facteurs sociologiques propres à l'Afrique qui explique pourquoi le sous-développement se confond avec la dépendance. Ainsi en arrive-t-on à un choix d'hypothèses pour le moins limité : ou les Etats africains sont dépendants parce que sous-développés, ou ils sont sous-développés parce que dépendants.

S'il existe une relation de causalité entre sous-développement et dépendance celle-ci n'est ni évidente ni automatique. La notion de sous-développement est éminemment relative, tout comme celle de dépendance. Elles répondent l'une et l'autre à des contraintes et des exigences très différentes. Les unes relèvent, à des degrés divers, de l'écologie, de la géographie, de l'incidence de crises conjoncturelles sur l'économie et la société, les autres sont le reflet de choix politiques et de stratégies divergentes, des conditions particulières qui ont présidé à la naissance de l'Etat postcolonial, enfin et surtout de la manière dont se sont structurées les institutions étatiques. Il convient à ce propos de souligner le poids déterminant de l'Etat en tant que variable sensible. C'est en effet par le biais de la notion de capacité étatique qu'il faut saisir les liens de corrélation et de causalité entre

sous-développement et dépendance. Comme nous le verrons, une différence fondamentale sépare les formes de dépendance résultant de la faiblesse ou de l'inexistence d'institutions étatiques autonomes de celles qui sont à la fois la condition et la conséquence de l'émergence d'un appareil étatique relativement structuré et autonome. Dans un cas la relation de dépendance exprime l'anémie des institutions étatiques, et par voie de conséquence leur incapacité à extraire les ressources nécessaires au développement, dans l'autre c'est précisément l'inverse : les liens de dépendance sont non seulement tissés grâce à l'autonomie d'une machine politico-administrative relativement stable, mais dans le but de tirer parti au maximum des avantages économiques qui en résultent.

Avant de nous interroger sur le bilan des indépendances il convient de mettre en évidence la diversité des types d'Etat enfantés par la décolonisation : le phénomène requiert d'être replacé dans le cadre historique des crises qui ont suivi la décolonisation. Nous nous efforcerons ensuite de repérer les corrélations entre ces différentes formes d'Etat et leur performance économique et sociale, à savoir leur rythme de croissance économique et les coûts sociaux qui souvent figurent au bilan de cette croissance.

A partir de la juxtaposition de ces deux types de données un certain nombre d'hypothèses peuvent être formulées. Peut-être pourrions-nous alors apporter quelques nuances aux jugements à l'emporte-pièce qui truffent certains discours tiers-mondistes et mieux comprendre la complexité des facteurs qui conditionnent le décollage et le devenir possible des Etats africains.

PREMIER INVENTAIRE :

STRUCTURES ÉTATIQUES ET ÉTATS THÉORIQUES

Cinquante et un Etats formellement indépendants jalonnent l'espace politique du continent africain. Leurs chiffres de population vont des 80 millions du Nigeria aux quelques dizaines de milliers des Comores et des Seychelles ; leurs superficies varient à la même échelle, recouvrant plus de deux millions de kilomètres carrés au Soudan et au Zaïre, à peine mille pour le territoire des Afars et des Issas ; il en va de même pour leurs systèmes juridiques et constitutionnels, sans parler de leurs structures sociales. Comment les étalonner sans tomber dans les nomenclatures stériles, le juridisme du droit constitutionnel, le discours abscons des idéologies officielles ? Comment éviter l'arbitraire du jugement à court terme, fondé sur la

conjoncture du moment ? En Afrique comme ailleurs « la société est plusieurs », selon l'expression de Balandier, et plus que nulle part ailleurs les systèmes politiques africains sont précaires, susceptibles de transformations radicales et généralement imprévisibles.

Sans vouloir donner valeur de dogme à une typologie ou à une autre, on peut, dans une première approche, classifier la plupart de ces entités suivant trois axes principaux : les Etats militaires ou militarisés et les Etats sous régime civil ; les Etats où le pluripartisme prévaut et ceux où le monopartisme ou l'absence de partis est la règle ; enfin ceux où la construction nationale s'effectue à partir de principes marxistes-léninistes et ceux où le système social se structure en fonction d'une économie de marché de type capitaliste (2).

Au-delà de cette première diversité on doit souligner un autre type de discontinuité qui dépasse les critères de différenciation que nous venons d'énumérer : le poids, la structure et l'autonomie de l'appareil étatique. C'est à ce niveau que nous pouvons le mieux saisir la spécificité du domaine politique. Au mépris de toute nuance disons que les systèmes politiques africains appartiennent en gros à l'une ou l'autre de deux catégories principales : celle de l'Etat-factice, qui rassemble des entités pratiquement dénuées de structures institutionnalisées et autonomes (le Tchad, la République centrafricaine, la Guinée équatoriale, le Zaïre dans les années qui ont suivi l'indépendance), et celle de l'Etat relativement structuré ; fort et capable d'une action autonome, étant entendu que cette dernière catégorie englobe des entités très différentes.

Nous reviendrons à cette distinction en temps opportun ; contentons-nous pour l'instant de souligner ce qui différencie l'Etat postcolonial de son homologue occidental : contrairement à ce qui s'est passé à partir du Moyen Age européen, la naissance de l'Etat postcolonial est beaucoup moins la résultante des changements sociaux qui ont accompagné l'émergence de structures autonomes — division du travail, sécularisation, développement d'une bureaucratie professionnelle — que le produit d'un bricolage institutionnel visant à introduire dans l'espace politique africain des formes d'organisation parfaitement étrangères aux codes culturels et aux exigences des Etats en question. L'Etat postcolonial est, au départ, un édifice bancal. C'est de ce porte-à-faux, souvent aggravé par la coexistence au sein de mêmes entités de cultures extrêmement diverses, de niveaux d'occidentalisation très inégaux, de discontinuités écologiques profondes, que sont nées les crises de l'Etat postcolonial.

(2) Cf. tableau, p. 135.

TABLEAU 1. — *Les systèmes politiques d'Afrique noire*

	Type de régime		Système de partis			Orientation idéologique		
	Militaire	Civil	Pluri-partisme	Sans Parti	Parti unique	Socialiste	Marxiste	Capitaliste
Angola		×			×		×	
Bénin	×						×	
Cameroun		×			×			×
Congo	×				×	×		
Côte-d'Ivoire		×			×			×
Ethiopie	×				×		×	
Gabon		×			×			×
Ghana	×			×				×
Guinée	×				×		×	
Kenya		×	×					×
Libéria	×			×		×		
Malawi		×			×			×
Mali	×			×		×		
Mauritanie	×				×			×
Mozambique		×			×		×	
Niger	×				×			×
Nigeria		×	×					×
Ouganda	×		×					×
RCA	×		×					×
Rwanda		×			×			×
Sénégal		×	×					×
Sierra Leone		×			×			×
Soudan	×				×			×
Tanzanie		×			×	×		
Tchad	×		×					×
Togo	×				×			×
Zaire	×				×			×
Zambie		×			×			×
Zimbabwe		×	×			×		

Dans l'Occident, comme le souligne Birnbaum, « l'Etat bouleverse de manière définitive l'organisation du système social qui dorénavant se structure en fonction de lui » (3). En Afrique ce bouleversement ne s'effectue que péniblement, par à-coups — et par coups. Dans bien des cas c'est la société qui bouleverse l'Etat.

(3) Pierre BIRNBAUM, *La Logique de l'Etat*, Fayard, 1982, p. 13.

LES CRISES DE L'ÉTAT

La principale et la plus lourde de conséquences est sans conteste celle de la décolonisation : crise de dépossession engendrée par le surgissement des nationalismes, eux-mêmes porteurs de nouvelles revendications sociales et culturelles et animés d'espérances souvent utopiques, mais aussi crise proprement politique née des choix opérés par le colonisateur à la veille ou au lendemain des indépendances. Dans la majorité des Etats francophones, auxquels il faut ajouter le cas de l'Angola, les options offertes aux pouvoirs métropolitains se sont soldées par des marchandages politiques (le terme américain *deals* convient encore mieux pour décrire ces opérations) qui ont directement affecté la redistribution des cartes ainsi que les règles du jeu. Exception faite des territoires où le mouvement nationaliste était trop fortement structuré pour se prêter aux visées de la métropole ou du colonat — comme en Guinée, au Ghana ou en Tanzanie — on peut dire qu'en règle générale les Etats africains sont nés de la rencontre de deux choix : celui de la métropole fondé sur la recherche de partenaires « sûrs », partageant leurs options idéologiques et stratégiques, et celui des héritiers présomptifs, ces derniers ayant pour souci majeur de sceller et d'entretenir avec l'Etat métropolitain des alliances politiques, économiques et militaires destinées à affermir leur position par rapport à leurs rivaux. Il reste encore beaucoup à dire à ce sujet, ne serait-ce que pour replacer la problématique de la dépendance dans son contexte historique. Le dépouillement des archives coloniales confirmera sans doute ce que certains nous ont déjà révélé au sujet d'Etats comme le Niger, le Tchad, le Rwanda ou l'Angola. Sans entrer dans les détails nous savons désormais que dans chacun de ces Etats le processus de décolonisation s'est opéré au bénéfice de groupes ethniques et régionaux distincts (les Djerma au Niger, les Sara au Tchad, les Hutu au Rwanda, les Mbundu en Angola) et au détriment de communautés également bien définies, et ceci avec la collaboration active des autorités coloniales et métropolitaines.

Etant donné la sélectivité du recrutement du personnel politique qui a généralement présidé à la formation des Etats africains on conçoit mieux pourquoi le processus d'institutionnalisation de l'Etat s'est accompagné, dans certains cas précis, d'un phénomène de domination à la fois social et ethnique, engendrant ainsi les affrontements et les guerres civiles qui ont amené l'effondrement de l'Etat. Le Tchad, le Rwanda, le Burundi, Zanzibar, le Zaïre, l'Angola, le

Nigeria, autant de cas d'espèce qui, à un degré ou à un autre, confirment cette proposition.

C'est à ce niveau que se dessinent les éléments d'une deuxième crise, celle de l'intégration nationale. A cet égard deux types de situation sont à noter : la plus fréquente met en jeu des oppositions ethniques « latérales », sans pour autant déboucher sur des mutations révolutionnaires. Ce n'est pas la nature de l'Etat qui est jeu, mais l'appartenance ethnique du personnel de l'Etat. Il en va tout autrement dans le cas de sociétés fortement hiérarchisées, où, en vertu de la dynamique différentielle de la modernité, les clivages sociaux recourent les discontinuités ethniques, comme au Rwanda, au Burundi ou au Zanzibar : les phénomènes contestataires y ont une résonance proprement révolutionnaire. Ce n'est pas seulement le sort d'une ethnie qui est en cause, mais le système qui assure sa domination. C'est en effet ce que démontre de façon particulièrement tragique l'histoire récente des deux seules sociétés d'Afrique noire qui peuvent valablement prétendre avoir accompli une révolution — le Rwanda et Zanzibar. Dans un cas comme dans l'autre c'est un nouveau type d'Etat, marqué par une idéologie et des pratiques fortement teintées d'égalitarisme, qui s'est élaboré sur les cendres de leur monarchie. On ne peut en dire autant de l'Ouganda, du Zaïre ou du Tchad : les affrontements ethniques qui y ont sévi n'ont guère abouti à une transformation en profondeur de leurs sociétés. L'histoire de leur évolution politique est celle d'un perpétuel recommencement : aux explosions ethniques succède la mise en place d'un appareil étatique trop déglingué pour ne pas succomber à de nouveaux bouleversements ; les équipes au pouvoir se succèdent sans pour autant transformer les règles du jeu ou la nature des enjeux.

Une troisième crise, intimement liée à la précédente, a une dimension internationale (ou interafricaine) : née de l'extension des rivalités qui ont nourri la guerre froide dans les années 50 et 60, elle débouche sur l'internationalisation des conflits locaux ou régionaux. Dès lors que les affrontements qui traversent les sociétés africaines servent de vecteurs à la compétition Est-Ouest — comme ce fut le cas au Zaïre de 1960 à 1965, au Burundi de 1964 à 1966, en Angola en 1975, et aujourd'hui en Somalie et en Namibie — ceux-ci obéissent à de nouveaux rapports de force et mettent en branle un processus d'intervention qui menace l'autonomie de l'Etat et la stabilité de ses institutions.

Même si le face à face de la guerre froide est généralement relayé par des acteurs régionaux (par une présence militaire cubaine en Ethiopie, en Angola et au Mozambique, par des effectifs sud-africains

en Namibie ainsi que très probablement dans les zones « dissidentes » du Mozambique et de l'Angola, et par une importante pénétration Libyenne au Tchad, pour ne citer que les cas les plus évidents) les conséquences n'en sont pas moins graves pour l'Etat « clientéliste » : sa survie dépend essentiellement de l'appui militaire et financier de puissances extérieures. Tout comme l'Etat tchadien fut porté à bout de bras (et de baïonnettes) d'abord par la France, et de janvier à novembre 1981 par la Libye, et s'effondra presque immédiatement après le retrait de l'appui militaire de l'une et de l'autre, on peut se demander si l'Etat en Ethiopie ou en Angola serait en mesure de survivre à l'évacuation des forces armées cubaines dans chacun de ces pays. Le cas du Tchad est particulièrement instructif : tout en mettant à nu les faiblesses de l'Etat-client ainsi que les contraintes auxquelles doit faire face l'Etat-patron lorsque celui-là est sérieusement contesté, l'imbroglie tchadien est révélateur de l'importance croissante des acteurs régionaux. Tout comme le projet « impérial » de Kadhafi s'inscrit dans les espaces conflictuels du Tchad, du Mali et du Niger, celui de l'Afrique du Sud s'appuie sur les clivages internes de la Namibie, du Mozambique et de l'Angola. Les ingérences de l'Algérie au Sahara occidental et en Mauritanie, et par contrecoup du Maroc dans chacune de ces régions, se rapportent à un phénomène analogue. S'ils compliquent singulièrement l'équation des rapports Est-Ouest en Afrique, les objectifs stratégiques des acteurs régionaux font également peser de lourdes hypothèques sur les régimes ou les oppositions envers lesquels ils se sont engagés.

Ce qu'il faut retenir de ce trop bref tour d'horizon c'est la spécificité des formes de dépendance qui se sont cristallisées à partir de certains moments de l'histoire, et sur la base de situations extrêmement diverses. Prenons le cas de l'Afrique francophone issue de l'ancienne Communauté, considérée à juste titre comme une zone privilégiée pour l'étude des relations de dépendances asymétriques entre la métropole et ses anciennes colonies. Ce qui frappe, dans cet ensemble, c'est non seulement la diversité des intérêts et motivations qui, dès la poussée des indépendances, ont présidé à la recherche et au maintien de liens privilégiés entre l'Elysée et les nouveaux chefs d'Etats africains — au « lien charnel » (4) qui unissait de Gaulle à

(4) L'expression est de Ph. DECRAENE, *De Gaulle et l'Afrique noire : Un lien charnel*, in *La Politique africaine du général de Gaulle (1958-1969)*, Actes du Colloque organisé par le Centre d'Etudes d'Afrique noire et l'Institut Charles de Gaulle, Ed. Pedone, 1980, p. 302-317. Une des contributions les plus intéressantes à ce Colloque, et dont le contenu se rapporte directement aux thèmes traités dans cet article, est celle de Pierre DABEZIES, « La Politique militaire de la France en Afrique noire

L'Afrique s'ajoutaient des considérations d'ordre culturel, économique, politique et stratégique — mais ce sont également les résultats totalement différents auxquels a abouti cette vaste entreprise de « récupération » : d'un côté une dépendance vis-à-vis de la France qui ressemble fort à la relation du cavalier à sa monture, même si celle-ci a souvent tendance à se cabrer (c'est le cas du Tchad sous Tombalbaye, de la République centrafricaine sous Bokassa, de la Haute-Volta sous Lamizana, du Niger sous Hamani Diori), de l'autre une gamme de rapports beaucoup plus diversifiée, allant du « refus » (comme dans la Guinée de Sékou Touré et le Bénin de Mathieu Kérékou) au « oui mais » — dépendance, oui, mais à quelles conditions, dans quels secteurs, vis-à-vis de quels partenaires, publics ou privés ? — d'États comme la Côte-d'Ivoire, le Cameroun, le Gabon, le Sénégal ou la Mauritanie. Cette attitude conditionnelle, génératrice de rapports de dépendance sélectifs, sectoriels et toujours susceptibles d'être remis en question, on la retrouve ailleurs en Afrique, y compris parmi les États marxistes ou marxisants. Derrière l'écran des traités d'amitié avec l'URSS, la fourniture d'armes soviétiques, la présence de conseillers militaires et de troupes cubaines ou soviétiques, se profilent des points de contact importants avec les multinationales du monde capitaliste (Gulf Oil en Angola), l'entreprise privée de souche coloniale (c'est le cas du Zimbabwe et de Madagascar), et les organismes de prêt internationaux comme la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international.

Contrairement à ce que prétendent la plupart des « dépendantistes » les rapports de sujétion qui lient l'Afrique au monde occidental ne sont pas la résultante d'une dichotomie rigide entre États sous-développés et les économies du centre, mais le produit d'une dynamique où le politique l'emporte sur l'économique, ou les situations de crise ont tendance à remettre en question les continuités de l'histoire. Cette dynamique s'articule autour de deux pôles principaux : celui du changement social qui naît de la relation de dépendance et la remet en question, et celui des options politiques ou stratégiques des États du centre, et qui ont pour effet, elles aussi, de modifier les rapports de force au sein des États périphériques. C'est

sous le général de Gaulle » (p. 229-265). Particulièrement savoureuses et révélatrices d'embarras sont les réactions de l'ancien secrétaire général aux Affaires africaines, Jacques FOCCART, à la communication de Pierre DABEZIES (p. 274) ; quant à ses commentaires au sujet du pourquoi des interventions armées de la France au Gabon et au Tchad, et de sa non-intervention lors des crises du Congo et du Dahomey, le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne satisfont guère à la curiosité de l'historien ou du politiste (*vide* p. 364 ss.).

à la lumière de cette dialectique, qui met en jeu des relations compétitives non seulement entre le centre développé et la périphérie sous-développée, mais à l'intérieur de leurs systèmes politiques respectifs, qu'il faut rechercher le véritable contexte de la dépendance.

C'est dans ce contexte mouvant et divers qu'ils faut également juger de la performance des États africains. Ainsi que nous le verrons, leurs options idéologiques ne constituent pas un cadre de référence toujours valable pour comprendre leurs réussites ou leurs échecs. Là encore il faut aller au-delà des dichotomies simplistes et des théories globalisantes, de droite ou de gauche.

IDÉOLOGIES ET PERFORMANCES

L'épouvantail qui normalement éloigne les investissements et les sympathies du monde occidental c'est la couleur idéologique qui teinte les stratégies de développement des États d'Afrique noire : réactions qui vont de la réticence à la défiance suivant que cette teinture idéologique vire du rose socialiste au rouge marxiste-léniniste. De là à en déduire que les chances de développement du continent varient en relation directe avec l'emprise de l'économie de marché, et en fonction inverse de l'influence des formules socialistes ou marxistes, il n'y a qu'un pas — très vite franchi lorsqu'on focalise l'analyse exclusivement sur les « miracles » ivoiriens ou gabonais, et les « désastres » de la Guinée ou du Bénin.

A cette hypothèse les données du tableau 2 apportent une confirmation assez superficielle parce que fondée sur des corrélations qui masquent les véritables liens de causalité entre le politique et l'économique. Le fait majeur qui se dégage de ces statistiques c'est la position relativement privilégiée des États à économie capitaliste. Pour ce qui est du volume du produit intérieur brut (PIB) par habitant la palme revient, en Afrique noire, au Gabon et à la Côte-d'Ivoire, même si le taux de croissance de celle-ci se ralentit considérablement de 1960 à 1980. Avec respectivement 3 650 et 1 026 \$ par habitant, leur performance économique devrait suffire à nous convaincre des vertus de l'économie libérale. Mais la question se pose de savoir pourquoi ce même type d'économie a donné d'aussi piètres résultats au Zaïre, dont le PIB par habitant est parmi les plus bas d'Afrique (175 \$), et le taux de croissance l'un des plus modestes (0,5 %), et pourquoi, au regard de cette situation, l'Algérie socialiste accuse un taux de croissance supérieur à celui du Gabon et de la Côte-d'Ivoire, et un PIB par habitant que seul le Gabon parvient à dépasser. Notons

par ailleurs que les performances de certains pays socialistes, tels le Congo et l'Angola, sans être spectaculaires, sont cependant nettement plus encourageantes que celle du Zaïre.

Que faut-il en déduire ? Outre le fait que les étiquettes idéologiques ne nous donnent qu'une explication très partielle, pour ne pas dire erronée, des performances économiques, on doit tenir compte d'un certain nombre de variables qui s'inscrivent en dehors du champ idéologique.

La plus évidente a trait à la distribution très inégale des richesses du sous-sol africain, en particulier du pétrole. Ce n'est certes pas une coïncidence si parmi les Etats dont le PIB par habitant est le plus

TABLEAU 2. — *Idéologies et taux de croissance du PBI : Etats marxistes, socialistes et capitalistes*

	PIB/habitant (en dollars)		Taux de croissance du PIB/habitant	
	1976	1980	1960-1976	1970-1979
Etats marxistes				
Angola	310	470	2,8	— 7,2 ⁽¹⁾
Bénin	180	300	0,0	3,5
Congo	530	730	1,3	2,3
Ethiopie	100	130	1,9	— 3,8
Madagascar	200	350	— 0,1	0,0
Mozambique	150	270	1,4	2,8
Etats socialistes				
Algérie	1,010	1,917	1,8	7,0
Ghana	370	420	1,9	0,1
Guinée	210	290	1,4	3,5
Mali	100	154	0,9	0,7
Tanzanie	180	254	2,6	3,6
Etats capitalistes				
Côte-d'Ivoire	650	1,026	3,3	1,4
Kenya	250	387	2,6	4,2
Nigeria	400	1,116	3,5	— 3,4
Zaïre	150	175	1,8	0,5
Gabon	1,500	3,680	7,5	6,3

⁽¹⁾ Ce taux de croissance négatif peut surprendre lorsqu'on pense aux ressources pétrolières de l'Angola : il s'explique, dans une très large mesure par les dépenses d'armements consenties par l'Etat : l'équivalent de 10 milliards de dollars en sept ans (1975-1982).

Sources : *Atlas de la Banque mondiale*, 1978 ; *L'Etat du Monde : Annuaire économique et géopolitique mondial* (Maspero, 1982).

élevé figurent en premier lieu les producteurs de pétrole (Gabon, Nigeria, Algérie, Congo). A cet égard le Gabon fait figure d' « émirat équatorial » : en 1979 environ 57 % des ressources ordinaires de l'Etat gabonais provenaient des exportations de pétrole et produits dérivés ; il faut ajouter à cela les ressources du secteur minier (manganèse et uranium), encore largement inexploitées, qui plaacent le Gabon au troisième rang des producteurs de manganèse, et ceci dans un pays dont la population atteint à peine 800 000 habitants! (5).

Tributaire de l'économie mondiale, le secteur minier, tout comme l'agriculture, est directement affecté par la conjoncture : si la hausse vertigineuse des prix du pétrole à partir de 1973 a directement contribué à la croissance du PIB au Nigeria, au Gabon, au Congo, au Cameroun et en Angola (et, inversement, au déclin des économies des pays importateurs de pétrole), l'effondrement des cours du cuivre a eu des répercussions catastrophiques sur les recettes de l'Etat au Zaïre et en Zambie. Les effets de la conjoncture se font sentir de façon encore plus cruelle là où la monoculture constitue la principale source de devises, comme au Sénégal, au Burundi, au Rwanda et en Haute-Volta. Intimement liée à l'instabilité des cours mondiaux, la détérioration des termes de l'échange s'est effectuée non seulement au détriment des cultures vivrières mais aussi des recettes d'exportation, et ceci indépendamment des options idéologiques des Etats concernés.

L'influence très relative du facteur idéologique se constate également au niveau des stratégies de développement du secteur agricole. Nous touchons-là à un aspect fondamental de la problématique du décollage économique. L'agriculture est en effet le secteur clef : de ses capacités de production, de sa diversification, de la proportion des surfaces consacrées aux cultures vivrières et aux cultures de rente dépendent non seulement le mieux-être des masses rurales mais aussi le taux des inégalités qui les séparent de la bourgeoisie urbaine et de la fonction publique. Ces inégalités sont particulièrement évidentes là où les secteurs ruraux sont les plus négligés, comme au Zaïre et au Gabon, en Zambie et au Niger. C'est aussi à ce niveau que l'Etat peut jouer un rôle décisif.

De même on ne peut mesurer les rythmes de croissance économique sans en calculer les coûts sociaux, y compris l'ampleur des

(5) La série d'articles parus dans *Le Monde* du 31 janvier et des 1^{er} et 2 février 1981 (Le Gabon au seuil de la troisième décennie d'indépendance) constitue la meilleure source d'informations économiques récentes sur le Gabon. Le lecteur que la chose intéresse y trouvera également une très révélatrice interview avec le président Bongo à propos du Tchad...

inégalités qui en découlent. C'est ici que l'analyse se heurte à des difficultés : difficultés de calcul statistique, car les chiffres dont nous disposons sont en général assez peu fiables ; difficultés d'interprétation lorsqu'on cède à la tentation de l'apriorisme, au point d'attribuer un égalitarisme de fait aux économies socialistes et des inégalités prononcées aux économies de marché. A la lumière des données disponibles ce que nous constatons presque partout en Afrique c'est d'abord de très vastes disparités dans la répartition des ressources économiques et sociales, et ceci indépendamment des idéologies ; on constate ensuite des tensions salariales et des déséquilibres sociaux beaucoup plus aigus dans les zones d'économie libérale.

En définitive, si la structuration des Etats africains obéit à une logique, c'est à travers les crises qui les traversent, et avec tout ce qu'elles véhiculent de contraintes et d'opportunités, qu'il faut la rechercher. Ces crises se nouent au sein d'Etats dépendants mais dont les particularités révèlent une plus ou moins grande aptitude à remettre en question ces rapports de dépendance. Aucun n'échappe à la dépendance, mais suivant qu'elle est subie, contestée ou réaménagée dans un sens ou dans un autre, il en résulte des phénomènes de domination très dissemblables. Entre les formes de dépendance que l'Etat est en mesure de tolérer ou de solliciter, et les coûts et bénéfices qui en découlent, se situe un aspect majeur de la problématique du développement.

DÉPENDANCE ET DÉVELOPPEMENT

Une mutuelle interaction régit la dialectique de la dépendance et du développement : la résultante de ces forces qui s'opposent ou se renforcent suivant les circonstances et les choix qui les gouvernent, c'est la spécificité de l'Etat.

L'Etat sous-développé n'est pas seulement un Etat dépendant mais un Etat « minimal », débile, qui porte les stigmates de toutes les crises qui l'ont secoué : décolonisation ratée, intégration inachevée ou inexistante, extrême vulnérabilité aux ingérences des puissances et intérêts étrangers — autant d'indices d'incapacité étatique qui, à un degré ou à un autre, séparent des entités telles que le Zaïre, le Tchad, la République centrafricaine, la Haute-Volta, la Guinée équatoriale, d'Etats comme le Kenya, le Cameroun ou la Côte-d'Ivoire. Ces derniers, malgré toutes leurs tares, sont parvenus à se structurer en même temps qu'ils s'exerçaient, avec un bonheur souvent inégal, à gérer chacune de ces crises.

Chez les premiers se nouent des liens de dépendance qui brident davantage encore leur autonomie. Leurs appareils étatiques sont des structures « bidon », et leurs économies sont réduites, pour des raisons stratégiques, économiques ou culturelles, à des zones de « chasse gardée » gérées au profit de puissances étrangères. Les impératifs de développement restent étroitement subordonnés aux exigences de l'Etat protecteur.

Chez les autres c'est le phénomène inverse qui apparaît : la dépendance se structure et se diversifie en même temps que les structures de l'Etat. On peut dire que celles-ci s'autonomisent par la dépendance. Elles mettent en œuvre des modèles de développement qui secrètent de nouvelles structures sociales au sein desquelles émergent de nouvelles formes de compétition. A ce stade se pose la question de savoir si les positions acquises par les bourgeoisies africaines peuvent échapper aux blocages créés par la nature même du système politique, système fondé dans une très large mesure sur des mécanismes d'enrichissement et d'appropriation qui fonctionnent parallèlement aux structures formelles de l'Etat et de l'économie.

Avant de répondre à cette question, une remarque préliminaire : les objectifs de développement que l'observateur impute aux Etats africains ne sont souvent que le produit de son imagination, et ceci est particulièrement vrai de ceux que nous avons qualifiés d'Etats-factices : en effet, la précarité de l'Etat est telle que toute tentative de développement autocentré qui dépasse les exigences de profit des élites au pouvoir est généralement perçue par celles-ci comme un manque à gagner, ou une menace. Ce qui compte, avant tout, c'est le maintien du *statu quo*, même si, à long terme cette situation engendre les germes de sa propre liquidation.

Il en va de même des intérêts allogènes — multinationales, grandes sociétés, exploitants forestiers, marchands d'armes en tous genres, coopérants militaires — autour desquels se cristallisent des relations d'échange très personnalisées ; elles mettent en jeu un réseau complexe d'intérêts métropolitains et africains, où le politique et l'économique s'interpénètrent à des niveaux et par des circuits extrêmement divers à travers lesquels circulent les pots-de-vin, les passe-droits, les faveurs individuelles et, dans certains cas précis, les contributions aux campagnes électorales des partis métropolitains (6). Leur souci principal est d'éviter les « vagues », c'est-à-dire

(6) La contribution financière d'Elf-Gabon à la campagne du RPR lors de l'élection présidentielle de 1981 est chose connue des lecteurs du *Canard enchaîné*. Ce qui l'est moins c'est le rôle déterminant joué par l'ancêtre du RPR, le RPF, dans les années cinquante, en ce qui concerne la mise en place en Afrique d'un colonat, ou de nota-

toute forme de développement susceptible de mettre en péril ou en question leurs positions acquises. D'où l'importance de structurer la relation de dépendance de façon à assurer un contrôle étroit et multiforme de l'appareil étatique, et minimiser, tant que faire se peut, ses velléités d'autonomie, à supposer qu'elles existent. Les moyens mis en œuvre dépassent le cadre de l'Etat client. C'est la responsabilité des conseillers politiques, agents de renseignement, directeurs d'entreprises, assistants techniques, etc., de stabiliser les réseaux de solidarité qui les rattachent aux « décideurs » africains, car c'est à travers leurs mailles que prennent forme les pressions politiques, et si celles-ci s'avèrent inopérantes, les opérations de sauvetage (Gabon, Tchad, Zaïre, etc.) ou de déstabilisation (République centrafricaine) orchestrées à partir de la métropole. Les multiples interventions de l'armée française — au Gabon en 1964, au Tchad de 1968 à 1978, à Djibouti en 1967, 1974 et 1976, au Zaïre en 1977 et 1978, en République centrafricaine en 1979, en Mauritanie en 1977 — attestent non seulement de la faiblesse des Etats où elles eurent lieu mais de la diversité des motifs auxquels elles obéissent (7). Une chose est certaine : les Etats en faveur ou à l'encontre desquels l'armée française est intervenue appartiennent pour la plupart à la catégorie des Etats factices. Leur dépendance militaire vis-à-vis de la métropole s'accompagne d'une sujétion culturelle, économique et technologique dont les retombées sont pratiquement nulles au niveau du développement de l'Etat client.

Peut-on en dire autant d'Etats comme le Kenya, le Nigeria, le Cameroun, la Côte-d'Ivoire ? Leur situation de dépendance est indéniable, mais les résultats sont très différents en ce qui concerne leurs rythmes de développement. Ce n'est pas seulement leur taux de croissance économique et leur infrastructure qui les sépare d'Etats comme le Tchad — traumatisé par une longue guerre civile — ou la République centrafricaine — où, vingt-deux ans après l'indépendance, on ne compte encore que 6 000 abonnés à l'électricité et 10 000 véhi-

bilités gaullistes, et ceci, dans une très large mesure, grâce aux bons et loyaux services de Jacques Foccart, alors qu'il était chargé de l'implantation du RPF en Afrique. C'est surtout au Gabon, et dans une moindre mesure au Tchad, que ces continuités historiques ont été les plus visibles.

(7) Pour un supplément d'information au sujet de ces interventions voir Ph. DECRAENE, *Vieille Afrique, Jeunes Nations*, PUF, 1982. Après avoir été informé de ces multiples interventions, auxquelles s'ajoutent les coups de main de mercenaires comme Bob Denard (tacitement approuvés par l'Elysée), le lecteur apprend avec une certaine surprise que, selon Decraene, « les interventions directes imputables à l'armée française sont restées peu nombreuses » (p. 201).

cules automobiles ! (8) C'est aussi (avec les réserves que suggère l'histoire récente du Nigeria) la présence d'institutions relativement stables, capables d'extraire de leur environnement des ressources financières, économiques, technologiques, et de les réinvestir en partie dans le secteur étatique. L'expansion du secteur étatique est fonction de la croissance économique. La dépendance vis-à-vis du capitalisme international est délibérément recherchée, tout comme les investissements qui l'accompagnent, et ceci en vertu des avantages comparatifs qu'implique ce rapport de dépendance. Ce modèle de développement a été brillamment mis au jour par Y. A. Fauré dans son analyse du « complexe politico-économique » ivoirien. Il en démonte la mécanique et souligne que le type de dépendance dont il s'agit n'est pas un phénomène figé : « les mouvements qu'elle autorise, la diversification des sources d'allégeance qu'elle permet, peuvent être perçus comme autant de liberté d'action, de marge de manœuvre de l'acteur dépendant : dans un contexte global de domination, il vit, agit et ne disparaît pas sous le poids des relations inégales » (9). La relation d'inégalité est au contraire le secret du développement ivoirien. Les commentaires de l'auteur à propos des retombées économiques de la dépendance s'appliquent également au Cameroun, au Kenya et dans une certaine mesure au Nigeria : « (la dépendance) a fortement contribué à (nous dirions qu'elle a été l'une des conditions de) la croissance soutenue de la Côte-d'Ivoire et, en dégageant des ressources elle a donné la possibilité au système politique de résoudre des problèmes, des crises, des tensions, indépendants de l'expansion ou créés par elle » (10).

L'envers de la médaille, et la remarque ne vaut pas seulement pour la Côte-d'Ivoire, c'est un système politique dont la stabilité est fonction d'une croissance économique continue : à partir du moment où le rythme de croissance s'infléchit, les moteurs de la machine politique se grippent, et les dysfonctionnements du système menacent la stabilité de l'Etat. Toute machine politique est par définition onéreuse. C'est au moyen de prébendes, et par voie de cooptation que la machine remplit sa fonction de régulation politique. Or il arrive que les exigences du système politique dépassent les capacités de l'économie : des failles se dessinent sur la façade du

(8) Voir à ce propos l'excellent article de Pierre KALCK, République centrafricaine : Entre les décombres et le redressement, *Le Monde diplomatique*, août 1982, p. 16.

(9) Y. A. FARRÉ et J.-F. MÉDARD, *Etat et Bourgeoisie en Côte-d'Ivoire*, Paris, Ed. Karthala, 1982, p. 34.

(10) *Ibid.*, p. 35.

modèle qui ont pour noms chômage, suremploi, affairisme, inégalités croissantes et stagnation de l'économie (et particulièrement du secteur agricole, le moins rentable du point de vue de la classe politique, alors que l'importation de denrées agricoles offre à cette dernière de très séduisantes possibilités d'enrichissement immédiat : commissions, surfacturations, etc.).

A ce stade la remise en question de la relation de dépendance devient problématique. Les crises sociales affaiblissent les structures de l'Etat, et le rendent de plus en plus tributaire des opérations de sauvetage, monétaires ou militaires, du monde capitaliste.

Ainsi, tout comme il existe différents types de machines politiques, certaines moins onéreuses que d'autres, leur fonctionnement s'inscrit dans des paramètres et des conjonctures très diversifiées. C'est à la lumière de ces interactions entre le politique et l'économique, et en fonction des pressions exercées à partir des Etats du Centre, qu'on doit juger de la capacité des Etats de la périphérie à maîtriser les crises que suscite leur propre développement.

Les promesses de l'indépendance, nous l'avons constaté, sont trop souvent restées illusoire. Les illusions on les trouve aussi au niveau de l'analyse « dépendantiste ». L'équation entre dépendances et développement dépasse de beaucoup, par ses inconnues et sa complexité, le cadre rigide des dichotomies « dépendantistes ». Elle dépasse également le domaine des formules-choc : « étranglée », « déboussolée, » « trahie », malgré toutes les persécutions que lui inflige l'Occident capitaliste, l'Afrique, pour reprendre le titre d'un ouvrage de Balandier, reste aujourd'hui comme toujours profondément « ambiguë ». Tel est, également, le bilan des indépendances.

René LEMARCHAND.

« What kinds of independences ? » : this question raises another one : « What kinds of States ? » The State is indeed the critical variable which enables us to evaluate and explain the performance of African nations. It is through their crisis-solving capacities that their relative institutional strengths and weaknesses are made apparent, and so, also, their varying ability to call into question their dependency relationships.

RÉSUMÉ. — *La question « Quelles indépendances ? » en soulève une autre : « Quels Etats ? » La diversité des structures étatiques enfantées par la décolonisation est la variable clef qui nous permet de juger et d'expliquer les performances des nouveaux Etats africains. C'est par leur capacité à résoudre les crises qui ont marqué et suivi leurs indépendances que se manifeste la force ou la faiblesse de leurs institutions, et par conséquent leur aptitude à remettre en question leurs rapports de dépendance.*